

le désarmement (dont la composition est identique à celle des Nations Unies), et de pousser plus avant la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire; enfin, elle demandait au secrétaire général de faire préparer un rapport sur les avantages économiques et scientifiques de la "technologie nucléaire" pour les pays en voie de développement. Le Canada s'est abstenu dans le vote de cette résolution qui ne semblait pas tenir compte des dispositions du Traité de non-prolifération et qui faisait double emploi avec certains des aspects d'une étude qu'effectue actuellement l'AIEA.

Pour ce qui est de la guerre chimique et biologique, l'Assemblée a demandé au secrétaire général de préparer un rapport, avec l'aide d'experts qualifiés, sur les conséquences de l'utilisation des armes biologiques et chimiques. Le Canada a coparrainé la résolution autorisant une telle étude et, sur l'invitation du secrétaire général, a nommé un expert pour aider à la préparation du rapport.

L'Assemblée a aussi établi un Comité permanent sur les utilisations pacifiques du lit des mers pour remplacer le Comité spécial créé par la vingt-deuxième session de l'Assemblée. Ce Comité avait tenu au cours de l'été trois sessions consacrées presque exclusivement aux aspects juridiques de la question, mais le mandat du nouveau Comité, dont le Canada est membre, porte sur l'étude des répercussions du désarmement et signale que ces questions seront aussi étudiées par le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement.

Le Commonwealth

Tout en étant troublée par un certain nombre de différends politiques difficiles à résoudre (dont il sera question aux paragraphes sur les régions en cause), en 1968, l'association du Commonwealth a continué à rechercher de nouveaux domaines de coopération afin de mettre en valeur tout son potentiel de force multiraciale dans les affaires mondiales. L'année dernière, ont eu lieu six grandes conférences où le Canada était représenté: la quatrième Conférence du Commonwealth sur l'éducation, à Lagos, en février; la septième Conférence du Commonwealth sur la radiodiffusion, à Wellington, en février et mars; la deuxième Conférence médicale du Commonwealth, à Kampala, en septembre; la réunion des ministres des Finances du Commonwealth à Londres, en septembre; la Conférence du Commonwealth sur l'enseignement des mathématiques dans les écoles, à Port of Spain, en septembre, et la cinquième réunion du Comité scientifique du Commonwealth, à Karachi, en novembre. Ces conférences ont permis de poursuivre les consultations déjà entreprises et elles ont également tendu à révéler de nouveaux domaines de collaboration entre les membres du Commonwealth.

Deux nouveaux membres se sont joints au Commonwealth en 1968, lors de leur accession à l'indépendance: l'île Maurice et le Souaziland, ce qui porte le nombre actuel des membres à vingt-huit. Ces membres sont: la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Pakistan, Ceylan, le Ghana, la Malaisie, le Nigéria, Chypre, la Sierra Leone, la Tanzanie, la Jamaïque, la Trinité-et-Tobago, l'Ouganda, le Kenya, le Malawi, Malte, la Zambie, la Gambie, Singapour, la Guyane, le Botswana, le Lesotho, la Barbade, l'île Maurice et le Souaziland. En outre, l'association du Commonwealth a été élargie de façon à prévoir l'admission des "mini-États" de Nauru et des États associés des Antilles